



*Motion de synthèse
issue du Congrès Régional EELV NPDC 2014*

Mettre l'écologie au cœur du Nord Pas-de-Calais.....nous allons le faire !

Nous vivons une période particulière. Le modèle de développement qui a fondé notre société est marqué par des fractures: sociale, économique, démocratique, environnementale. Ce système est à bout mais de nombreuses forces tendent à le maintenir. Les tensions donnent de la puissance aux extrémismes. La crise économique fragilise de nombreux citoyens. Notre société a peur.

La crise économique et sociale dure depuis près de 40 ans. Dès 1974, René Dumont soulignait la dimension écologique de la crise. Avec plus de 12 % de la population sans emploi, et plus de 10 % de la population qui vit avec le RSA, les habitant-e-s du Nord-Pas-de-Calais sont collectivement et profondément marqué-e-s par ces 4 décennies qui n'en finissent pas.

Nous, écologistes, cherchons des solutions pour sortir de ce modèle. Dans la forme et dans le fond nous inventons, nous expérimentons, nous ouvrons des possibles, pour « re-naturer », permettre à la biodiversité de se redévelopper, mener la transition énergétique, créer des outils d'économie solidaire, vivre une démocratie renouvelée en mettant au cœur la participation de tous et de toutes.

La préoccupation première des habitant-e-s est de loin le chômage suivi par la précarité ; derrière viennent la santé, l'insécurité et le logement. Nous affirmons que la transformation écologique et sociale de la région passera par la sortie du nucléaire, la restauration des écosystèmes, la lutte contre toutes les discriminations, la transformation du modèle économique, agricole, les pratiques démocratiques renouvelées,...

En Nord-Pas de Calais, notre mouvement a gagné en force en ouvrant ses portes et en trouvant des méthodes de travail respectueuses de la diversité et s'appuyant sur des méthodes de travail (animation des réunions, compte-rendu, communication, développement des groupes locaux, pôles au sein du bureau exécutif,...).

Nous devons prolonger, décupler ce dynamisme pour affirmer la présence de l'écologie politique dans les prochaines années dans le Nord-Pas de Calais.

Pour cela, nous avons de nombreux défis à relever et nous ouvrons d'ores et déjà 3 grands chantiers : l'affirmation de nos positions politiques, la structuration de notre mouvement pour servir notre projet, les échéances électorales.

I- Affirmer nos positions politiques

Nous devons renforcer les débats politiques internes, les positionnements politiques du mouvement régional ainsi que le dialogue avec tous les autres acteurs de la société.

1- Quatre priorités

Il est des sujets d'importance que nous devons porter en priorisant pour l'année qui vient les quatre débats que nous porterons au CPR et dans la société:

- **L'emploi** : préoccupation principale de nos concitoyen-ne-s : aucune transition écologique ne saurait être menée sans en même temps résoudre progressivement le problème du chômage et de la précarité croissante des salarié-e-s. Nous avons des clés de réflexion sur toutes ces questions d'emploi et du développement de l'activité. Nous devons nous en servir pour approfondir et affiner nos propositions et les populariser auprès de nos concitoyen-ne-s. De la même façon, les inégalités de revenus s'accroissent et les écarts sont depuis longtemps excessivement criants dans notre région. Le niveau régional veillera à nourrir la réflexion sur la réduction de ces inégalités. Nous nous efforcerons de construire un regard neuf et des propositions écolo-compatibles pour la réduction des inégalités
- **Logement et transition énergétique** : la rénovation énergétique est un élément essentiel du projet des écologistes. Il nous faut ré-affirmer, valoriser et favoriser notre politique régionale (100.000 logements). Il s'agit là d'une source importante d'emplois non délocalisables. Avec un habitat ancien très important, notre région doit pouvoir former aux techniques d'isolation, de chauffage avec des énergies renouvelables, et ainsi améliorer l'habitat en aidant les familles les plus modestes. De la même façon, la sortie du nucléaire doit se concrétiser au travers de la transition énergétique. Notre région avec Gravelines est en première ligne. Une stratégie de préparation du démantèlement, créatrice d'emplois, est à inventer et à mettre en œuvre, nous devons y participer.

Enfin une lutte importante contre l'exploitation des gaz de schiste en région NPDC s'engage, notre implication doit être totale.

- **Transports:** La mobilité est une nécessité vitale pour l'accès au travail, aux loisirs, à la famille, etc... Mais c'est aussi un gros poste de dépenses et de gaspillage énergétique : une famille consomme en général autant pour se déplacer que pour se chauffer. Les niveaux local et régional doivent mener des politiques d'alternatives au tout voiture-camion-avion, en développant les mobilités douces et les transports collectifs. Les axes routiers sont engorgés, c'est une évidence. Cependant, la solution n'est pas d'augmenter le réseau routier mais plutôt de viser à organiser les territoires autrement. Nous devons nous positionner sur les projets qui entendent structurer notre région : lien fixe Lille/Bassin Minier, canal Seine Nord, Calais 2015, contournements divers,....
- **Discriminations et solidarité :** le mouvement régional sera aux côtés de toutes les victimes de discrimination et portera toutes les initiatives de solidarité. Le projet écologique est un projet de changement de la société. Nous devons partager l'indignation face à quelques riches de plus en plus riches et puissants tandis que les pauvres sont de plus en plus pauvres et détruits.

2- Agir dans la proximité, au cœur des quartiers

Etre à l'écoute de nos concitoyen-ne-s, nourrir notre pensée des besoins de la population dans les quartiers, apporter des réponses à la fois populaires et écolo-compatible, voilà le principal aujourd'hui. Ceci ne peut se faire que dans nos communes, dans la proximité qui est celle de la vie quotidienne locale, c'est là que la bataille de l'écologie peut et doit être gagnée !

3- En lien avec les élus et les élues de la région

Les enjeux en amont des élections régionales, mais aussi pour la nouvelle mandature, doivent mobiliser l'ensemble du mouvement. Nous serons plus forts si les élus et le mouvement resserrent des liens de travail autour d'enjeux stratégiques (aménagement durable du territoire, environnement, transition énergétique, réduction des inégalités, éducation, emploi...).

Les élus ont un rôle décisif pour le mouvement. Au-delà de leurs prérogatives au sein des institutions, les élus doivent permettre au mouvement de s'emparer des sujets de débat. Les élus doivent aussi s'enrichir des militants et du mouvement. Ce sont ces deux impulsions que nous devons conforter. Le mouvement est aussi un lieu de positionnement qui peut servir dans le rapport de force avec nos partenaires politiques comme au sein du mouvement.

4- Au sein d'une démocratie en mouvement

La dernière période pour notre mouvement a été riche en construction de nos modes de travail. Tant au niveau national (statuts, règlements...) qu'au niveau régional où ont été mises en place les structures nécessaires à la vie d'un mouvement écologiste. Il reste toujours à chercher à améliorer une « démocratie inachevée ». Les changements proposés pour un nouveau Conseil Politique Régional vont dans ce sens, comme la création d'une fonction de porte-parole et la structuration de la réflexion collective par la mise en place de commissions. Ouvertes à toutes et à tous, coopératrices-teurs autant qu'adhérent-es, mais aussi sympathisant-es, ces commissions seront installées et validées en CPR, sur la base d'une feuille de route proposée par celles ou ceux qui les animeront. Un-e membre du bureau participera à chaque commission. Premier lieu de réflexion, les commissions s'attacheront à consulter largement à l'interne, notamment les élus en charge de leur thème d'intervention mais elles dialogueront aussi avec la société civile et elles représenteront le mouvement dans les collectifs correspondant à leur objet.

II- La structuration du mouvement en appui du projet politique

1- L'organisation régionale

Les dernières échéances nous l'ont montré, nous avons besoin d'un parti solide, fort, organisé et structuré sur sa base, avec ses militants qui permette à chaque citoyen de rencontrer l'écologie politique dans son lieu de vie. Parallèlement à nos prises de positions politiques, notre mouvement doit assumer ses ambitions et se mettre en ordre de marche pour un développement inéluctable.

Plus que jamais, le Conseil Politique Régional sera le lieu privilégié du débat et de l'affirmation d'orientations. Pour mener à bien cette ambition, nous créerons au sein du Bureau Exécutif deux pôles.

- Le premier sera chargé de l'animation de ce volet de débats, de rencontres avec les acteurs de la société (syndicats, associations, partis politiques, acteurs économiques...), de la création de commissions thématiques avec des rapporteurs en Conseil Politique Régional, en vue notamment d'élaborer le programme des régionales 2015 et la préparation et le suivi des élections (municipales, européennes, régionales et départementales).

- Le second sera chargé de l'organisation interne avec la constitution d'une commission finances, d'un comité de rédaction pour la communication et d'un groupe de travail sur la formation et l'organisation des temps forts du mouvement (journées d'été, conventions, journées thématiques...)

2- Les grands chantiers

▪ **Grandir** : Après un an de réhabilitation thermique et environnementale, nous bénéficierons dès l'été prochain d'une maison régionale digne de notre travail et de nos ambitions. Elle sera un appui matériel essentiel à notre travail interne mais nous devons aussi, ensemble, réfléchir à la fonction d'outil qu'elle peut prendre en externe, pour favoriser l'ouverture à nos partenaires et à la société civile. La réalisation de ce projet régional tant souhaité, doit maintenant nous inciter à une étude précise des conditions de travail et de militance de nos groupes locaux. Ce chantier important engage notre mouvement pour les dix ans qui viennent et nous oblige à être à la hauteur de ce qui doit devenir une maison régionale de l'écologie, ouverte aux militants et aux groupes locaux évidemment, mais aussi aux associations et à toutes les initiatives qui permettront de faire avancer la transition écologique de nos territoires. Un référent au sein du bureau régional permettra l'animation et la coordination des initiatives possibles.

▪ **Se développer** : Le soutien aux groupes locaux doit rester une priorité de notre mouvement régional afin que ces groupes soient organisés et attractifs pour les nouvelles adhésions. Nous proposerons la désignation de 4 référents de grands territoires, qui seront spécialement en responsabilité de ce lien tant au niveau politique que logistique. Au delà de l'accueil nécessaire des nouveaux adhérents nous devons mettre à disposition de tous par le biais du web, les éléments d'informations dont les groupes peuvent avoir besoin : informations de fond (dont lien sur les sites spécialisés), état des réflexions des écologistes, orientations définies en Conseil fédéral ou en CPR, liens avec les travaux des commissions nationales thématiques, répertoire des listes de discussions thématiques régionales et nationales.

▪ **Agir** : la stabilisation des finances tant au niveau du mouvement régional que des groupes locaux permet aujourd'hui une meilleure visibilité de nos budgets. Nous devons mutualiser nos ressources et permettre à chaque groupe local d'avoir les moyens matériels de ses mobilisations (affiches, tracts, stands, sono). Nous proposerons chaque trimestre, une rencontre des représentants de groupes locaux afin de décider ensemble des dynamiques à mettre en œuvre et des moyens à y affecter.

▪ **Exister** : la communication de notre mouvement a beaucoup progressé, notamment à l'interne, mais doit maintenant inventer des liens pérennes avec le monde associatif et les citoyens. Nous devons avoir une communication active avec des outils performants et réactive avec des porte-parole en capacité de proposer rapidement une position de notre mouvement sur des actualités régionales. Le développement des outils web et d'un journal « papier » bi-mensuel doit contribuer à une présence permanente de nos idées et de nos initiatives.

▪ **Avancer** : l'écologie politique est en pleine mutation et chaque jour, les innovations sociales et technologiques permettent d'avoir de nouveaux outils pour avancer vers des territoires en transitions. Nous devons réinventer encore l'idée d'une formation surtout conçue comme des moments d'échanges et d'enrichissements mutuels et qui intègre la mobilisation de personnes ressources pas forcément adhérentes mais participant de la réflexion écologiste au sens large. Chaque année sera élaboré un plan de formation en lien avec les groupes locaux ; ce plan pourra comprendre des cycles de formation générale sur les enjeux écologiques. Ces cycles, de 2 à 3 séances pourront être programmés en fonction des besoins et se dérouler dans les différents territoires de la région. Nous devons aussi poursuivre les propositions de formation existantes, formations thématiques, dossiers de la newsletter, conventions, journées d'été, etc... Nous devons enfin nous attacher à répondre aux besoins de nos nouveaux ou récents adhérents en leur proposant des formations sur les fondamentaux de l'écologie. Enfin, nous devons être au rendez-vous des luttes qui nous attendent (gaz de schiste, nucléaire, projets inutiles) en permettant à chaque militant d'avoir les argumentaires nécessaires pour s'engager à nos côtés.

III- Les échéances électorales

1- Les municipales

Ces élections locales sont un rendez-vous importants des premiers mois de ce nouveau mandat. Des villes portent l'autonomie du mouvement au premier tour. L'écologie politique a besoin d'être visible et assumée pleinement. Le mouvement a le devoir de mettre les moyens au niveau local et régional pour apporter son appui. Les listes d'union sont aussi, dans le cadre d'accord, le moment de renforcer la visibilité de nos actions et de nos propositions. Le contenu programmatique et le soutien logistique doivent permettre d'ancrer notre présence dans les villes et les villages.

Il importe de laisser les groupes locaux définir leur stratégie. Si des accords sont passés, ils devront toujours être contractuels, au premier comme au second tour, et nous rendrons publics les termes des accords, afin de garantir l'autonomie de l'écologie politique et d'engager les partenaires devant leurs électeurs.

Le bureau régional s'attachera, dans la dernière ligne droite des municipales, à soutenir tous les groupes, plus particulièrement où notre présence dans les communes reste fragile. Le Bureau Régional devra être à l'écoute des besoins et difficultés de chaque groupe, favoriser les échanges et les enrichissements mutuels et aider à la mutualisation des moyens pour développer l'efficacité de nos campagnes

2- L'ouverture aux mouvements européens voisins et la dynamique des européennes.

Depuis plusieurs années, nous nouons des contacts avec les mouvements écologistes européens (anglais, flamand, wallon, allemand). Ces contacts peuvent nous permettre d'échanger sur les stratégies d'implantation mais aussi sur des sujets transnationaux. Dans le cadre des européennes et des régionales nous devons amplifier ces relations. Dès le début de l'année 2014, nous lancerons la campagne des européennes dans le Nord Pas de Calais lors d'un meeting européen. Des référents seront désignés afin d'animer ce travail et de le prolonger dans les années à venir.

3- Les départementales

Les départementales de 2015 se tiendront avec une carte électorale totalement remaniée. Dès la fin de l'année 2013, nous devons nous préparer en faisant émerger démocratiquement des candidatures qui pourront porter le projet écologiste. Dans ce cadre, des échanges avec nos partenaires politiques doivent se prolonger. Il s'agit de faire entrer pour la première fois des écologistes dans les assemblées départementales de la région.

Certes le mode de scrutin nous a jusqu'à maintenant exclu de cette assemblée : cela n'est pourtant pas inéluctable. Dans un jeu à scrutin majoritaire de circonscription, l'électorat peut comprendre que des alliances ponctuelles de 1^{er} tour, sur la base d'un accord programmatique, soient passées indépendamment dans chacun des deux départements.

- Nous proposerons au CPR du printemps un débat pour définir les orientations et la feuille de route donnée au bureau régional pour créer les conditions de notre présence dans les assemblées départementales.
- Les journées d'été de juillet 2014, nourries par le bilan des élections municipales et européennes, devront organiser la réflexion sur les nouveaux enjeux régionaux et départementaux.

4- Les régionales

C'est certainement le temps le plus exaltant pour notre mouvement régional. L'écologie politique en région s'identifie au travers de ce temps fort. Bien avant, mais surtout depuis 1992 et la Présidence de Marie Blandin, la région est marquée par l'action des élus écologistes. Les 17 élus dont les 5 Vice-présidents actuels ont permis des avancées notables et significatives.

L'année 2015 sera une nouvelle étape. Notre mouvement doit se mettre en marche sans tarder pour construire un projet passionnant et ambitieux, rencontrer la société civile pour le nourrir, définir les règles de désignation démocratiques et respectueuses de la diversité des personnes et des territoires et mener une campagne dynamique et mobilisatrice.

5- Soyons lucides, soyons audacieux-ses !

Pour accéder aux institutions, les écologistes sont dans la majorité des cas minoritaires. Chaque élection a un mode de scrutin qui lui est propre. Nous revendiquons l'application de la proportionnelle qui nécessite les alliances. Néanmoins nous nous mobilisons pour une véritable autonomie de l'écologie politique. Dans le cadre des accords électoraux, nous privilégions toujours le rassemblement des forces de gauche. Même si aujourd'hui nous avons de réelles divergences de fond et de stratégie avec le Parti socialiste et le Front de gauche, nous ne refusons pas de porter des projets dans le cadre d'accords électoraux dès lors qu'ils permettent de préfigurer notre modèle et de convaincre les citoyens du bien fondé de nos valeurs et de nos options.

En perspective de ces 3 chantiers, nous pensons que les femmes et les hommes des territoires de la région, engagés depuis plusieurs années, dans une démarche de rassemblement de l'écologie politique, doivent porter ces défis (implantation locale, visibilité, ouverture, positionnement politique, cohésion...). Notre ancrage avec les forces vives (associations, syndicats, ONG,...), nos présences dans les institutions seront le garant du développement de l'écologie politique en région Nord Pas de Calais.

Pour franchir un palier dans l'adhésion à nos projets, il nous faut aller très volontairement au-delà des cercles de population dans lesquels nous évoluons, il nous faut changer nos pratiques, notre manière de parler de nos orientations pour faire gagner l'écologie dans nos territoires et leur assurer un avenir.